

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail – Justice - Solidarité

-----

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE**

-----  
**PROJET D'APPUI AUX ACTIVITES DE TRANSFORMATION ET DE COMMERCIALISATION  
DE PRODUITS MARAICHERS ET DU RIZ EN BASSE GUINEE**

***FINANCEMENT DE LA COOPERATION ITALIENNE EN COLLABORATION  
AVEC LE FIDA ET LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE***

-----

Conakry, juin 2013

## Abréviations et acronymes

AFD	Agence Française de Développement
ANPROCA	Agence nationale de promotion rurale et de conseil agricole
ASF	Association des services financiers
BAD	Banque africaine de développement
BCG	Banque centrale de Guinée
BID	Banque islamique de développement
BSD	Bureau de stratégie et de développement
BTGR	Bureau technique du génie rural
CAFODEC	Centre d'appui et de formation pour le développement, l'épargne/crédit et de l'éducation civique
CAR	Conseil Agricole Régional
CNOP-G	Confédération Nationale des Organisations Paysannes de Guinée
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
CP	Comité de pilotage
CP	Comité de Pilotage
CPO	Chargé d'appui programme
CRSC	Comité régional de suivi des contrats
CTR	Cellule technique régionale
DAO	Dossiers d'appel d'offres
DNO	Demande de non objection
FIDA	Fonds international de développement agricole
FOP-BG	Fédération des Organisations Paysannes de la Basse Guinée
GERME	Gérer mieux votre entreprise
Mini-CAR	Mini-Conseil Agricole Régional
OFID	Fonds de l'Organisation des Pays Exportateurs du Pétrole pour le Développement International
PADER -BGN	Projet d'Appui au Développement Rural –Basse Guinée Nord
PNAFA	Programme national d'Appui aux acteurs des Filières Agricoles
PNDA	Politique Nationale de Développement Agricole
SNRP	Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté
SYGRI	Système de gestion des Résultats et l'Impact
UE	Union Européenne

## *Table des matières*

<b>1. RESUME DE L'INITIATIVE.....</b>	<b>4</b>
<b>2. CADRE LOGIQUE.....</b>	<b>5</b>
<b>3. DESCRIPTION DU CONTEXTE .....</b>	<b>8</b>
3.1 Contexte sectoriel institutionnel : .....	9
3.2. Identification des zones de réalisation du projet : .....	9
3.3. Analyse des problèmes : .....	10
<b>4. DESCRIPTION DU PROJET : .....</b>	<b>10</b>
4.1. Bénéficiaires direct et indirects : .....	10
4.2. Objectifs du projet : .....	11
4.3. Composantes et activités : .....	11
4.4. Résultats attendus : .....	11
<b>5. Réalisation de l'intervention : .....</b>	<b>12</b>
5.1. Stratégies : .....	12
5.2. Cohérence avec les politiques nationales et autres synergies : .....	12
5.3. Modalités de gestion : .....	12
5.4. Assistance technique : .....	13
5.5. Suivi – évaluation : .....	13
<b>6. FACTEURS ASSURANTS LA DURABILITE DU PROJET :.....</b>	<b>13</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>14</b>
1. Budget prévisionnel.....	14
2. Chronogramme.....	14
3. Carte de la zone cible.....	14

## 1. RESUME DE L'INITIATIVE

Dans le cadre de la mise en œuvre du PNAFA, le Gouvernement de la République de Guinée a signé avec le FIDA deux accords de dons pour des montants respectivement de 8,7 millions USD et 9,1 millions USD. L'OFID contribue à hauteur de 10 millions de USD pour financer les études et réalisations d'infrastructures rurales. La contribution du Gouvernement est estimée à 5 millions et celles des bénéficiaires à 9,9 millions. Dans le cadre de l'extension du PNAFA au niveau des régions de basse guinée et de Faranah, le FIDA a accordé à la Guinée un don supplémentaire de 23 millions de Dollars. Le Fond Saoudien pour le développement contribuera à hauteur de 10 millions de dollars. Le FIDA est entrain d'examiner la possibilité de cofinancement d'autres bailleurs de fonds.

C'est à ce titre, que la coopération italienne s'est engagée à accompagner la mise en œuvre du PNAFA au niveau de la région de la basse guinée avec un financement additionnel de 750 000 Euros pour une durée de trente (30) mois.

Ce financement servira à développer spécifiquement des actions de commercialisation et de transformation des produits agricoles notamment le riz et les légumes en vue de contribuer au développement des activités des femmes et des jeunes dans la zone d'intervention du projet.

## 2. CADRE LOGIQUE

RÉSUMÉ DU PROJET/PROGRAMME	INDICATEURS CLÉ DE PERFORMANCE	MOYENS DE VÉRIFICATION	HYPOTHÈSES (H) / RISQUES (R)
<i>Objectif global</i>			
Contribuer à l'amélioration des revenus et de la sécurité alimentaire des membres des groupements maraichers et d'éleveuses de riz, en particulier les femmes, dans les régions administratives de Boké et de Kindia (Basse Guinée)	La malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans est améliorée L'indice d'accumulation de biens des petits producteurs ciblés a augmenté L'indice de pauvreté au niveau de la zone d'intervention a baissé	DSRP. Enquête Intégrée de Base pour l'Évaluation de la Pauvreté (indice de pauvreté) UNDP Human Development Report PAM & UNICEF (malnutrition) Enquêtes de référence <sup>1</sup>	
<i>Objectif de développement du Programme</i>			
Améliorer le niveau de commercialisation, de transformation des produits maraichers et du riz étuvé	<b>1 500</b> bénéficiaires sont directement touchés (par genre et classe d'âge)* 60% des membres (900 personnes) ont adopté au moins une technologie conseillée (par genre et classe d'âge) * 40% d'accroissement des volumes commercialisés de riz 80% des produits maraichers sont commercialisés	Enquête SYGRI Rapports CNOP-G, FOP-BG ; Unions et groupements Rapports de supervision	Mauvaise gouvernance Contexte réglementaire, politique et socio-économique défavorable

<sup>1</sup> Les enquêtes de référence se réfèrent aux enquêtes SYGRI et une enquête socio-économique inhérente aux objectifs clés du projet

RÉSUMÉ DU PROJET/PROGRAMME	INDICATEURS CLÉ DE PERFORMANCE	MOYENS DE VÉRIFICATION	HYPOTHÈSES (H) / RISQUES (R)
<b>Résultats 1:</b> les infrastructures de commercialisation sont réalisées et fonctionnelles	<b>75</b> infrastructures de commercialisation (50 étales, 20 aires de séchage, et 5 magasins) et de stockage sont construites, équipées et rendues opérationnelles. Au moins <b>80%</b> des bénéficiaires utilisent rationnellement les infrastructures mises à leur disposition.	Rapports de la CNOP-G et FOP-BG Rapports de suivi-évaluation Rapports de supervision	Bonne capacité interne de la FOP-BG et des unions non fédérées
<b>Produits 1 :</b> Construire et rendre opérationnels les magasins de stockage de riz; les aires de séchage et étales	<b>5</b> magasins de stockage de riz sont construits et opérationnels <b>20</b> aires de séchage sont construits et opérationnels <b>50</b> étales (ou hangar de vente) sont construits et fonctionnels <b>500</b> vendeuses de produits maraîchers sont installées dans des étales de vente	Rapport FOP-BG Rapports de la CNOP-G Rapports de supervision	Disponibilité des parcelles
<b>Résultat 2 :</b> Les femmes étuveuses ont accès aux équipements améliorés d'étuvage de riz	<b>100</b> femmes ont accès aux kits améliorés d'étuvages de riz ; Environ <b>100</b> tonnes de riz paddy sont étuvés par an	Rapports de la CNOP-G et FOP-BG Rapports de suivi-évaluation Rapports de supervision	Bonne réceptivité de la FOP-BG et des unions non fédérées
<b>Produit 2.1</b> Accès aux équipements de transformation et de conditionnement du riz étuvé.	<b>20</b> kits d'étuvage sont achetés et mis à la disposition des groupements d'étuveuses ; <b>200</b> petites balances sont achetés et livrés <b>20</b> machines de fermeture de sacs conditionnés <b>4</b> bascules sont achetés et livrés <b>5000</b> sacs vides labellisés sont achetés et mis à disposition	Rapport FOP-BG Rapports de la CNOP-G Rapports de supervision	Disponibilité à temps des équipements
<b>Résultat 3 :</b> les capacités techniques et organisationnelles des bénéficiaires sont renforcées	<b>1 500</b> personnes (genre et âge confondus) sont formées sur des thèmes diversés (techniques d'étuvage, marketing, organisationnel et gestion des entreprises)	Rapports de supervision Rapports semestriels de SE	Stabilité sociale

RÉSUMÉ DU PROJET/PROGRAMME	INDICATEURS CLÉ DE PERFORMANCE	MOYENS DE VÉRIFICATION	HYPOTHÈSES (H) / RISQUES (R)
<b>Produits 3.1</b> : Les membres des groupements sont formés en technique améliorée d'étuvage du riz	500 personnes (genre et âge) sont formées	Rapport FOP-BG Rapports de la CNOP-G Rapports de supervision	Stabilité sociale
<b>3.2</b> : Les femmes étuveuses et vendeuses sont formées en gestion de micro projet.	1 000 femmes sont formées en GERME	Rapport FOP-BG Rapports de la CNOP-G Rapports de supervision	Environnement sociopolitique stable.
<b>Résultat 4</b> : Les activités du projet identifiées sont mises en œuvre et régulièrement suivies	Au moins 95% Taux de décaissement sont atteints  Au moins 95% Taux de réalisation physique sont atteints	Rapports de la CNOP-G et FOP-BG Rapports de suivi-évaluation Rapports de supervision	Bonne capacité interne de la FOP-BG et des unions non fédérées
<b>Produit 4.1</b> : les activités sont coordonnées et régulièrement suivies par la FOP-BG, PNAafa, CNOP-G et Bailleurs	Nombre de missions de suivi et de supervision réalisées Nombre d'animateurs conseillers recrutés et rendu opérationnel	Rapports de la CTR CNOP-G et FOP-BG Rapports de suivi-évaluation Rapports de supervision	Bon fonctionnement des services du Suivi Evaluation

### 3. DESCRIPTION DU CONTEXTE

Malgré ses potentialités énormes dans les secteurs agricole et minier, la Guinée est l'un des pays les plus pauvres au monde. Suivant l'indice de développement humain suivant classement 2012 du PNUD, la Guinée est classée 178 ex aequo sur 187 pays classés avec un indice moyen de 0,355 et un indice ajusté aux inégalités de 0,217. Au niveau national, l'indice de pauvreté est passé à 58% en 2010, par rapport à 49% en 2002. La pauvreté est essentiellement un phénomène rural : environ 63% de la population rurale était pauvre en 2010, contre 30,5% en milieu urbain. La croissance économique par contre fluctuait entre 2 et 2,5% par an depuis 2002, ce qui est structurellement trop faible pour favoriser une baisse significative de la pauvreté, d'où la nécessité d'investir dans des activités ayant une valeur ajoutée et productivité élevée. Le secteur rural étant une source de revenus pour environ 70% de la population, le défi d'une réduction de la pauvreté rurale en Guinée équivaut dans une large mesure à celui d'un développement accéléré des filières agricoles. Ainsi, la Guinée s'est dotée en 2007 d'une Politique nationale de développement agricole, Vision 2015 (PNDA), qui a pour ambition d'appuyer le développement des filières agricoles. Cette volonté est confirmée dans le Plan national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA) en 2012.

Le développement des filières agricoles est fortement tributaire d'une faiblesse des services étatiques, des déficiences du cadre institutionnel et macroéconomique, l'insuffisance d'infrastructures de base et d'acteurs formels privés pour soutenir la croissance et la modernisation de l'économie rurale. Face à cette situation, ces 20 dernières années, les organisations de producteurs agricoles (OPA) de Guinée se sont structurées au sein d'un mouvement paysan dynamique, principal catalyseur des innovations institutionnelles, techniques et économiques dans les filières agricoles.

Dans son rapport de bilan de la deuxième Lettre de Politique de Développement Agricole (LPDA2) (1998-2005) paru en juillet 2007, le Ministère de l'Agriculture (MA) de Guinée souligne que l'émergence de véritables OPA dans le sous-secteur de l'agriculture notamment, constitue un des succès remarquables obtenus. Cette volonté de promouvoir les OPA et d'en faire le pivot de l'action rurale, qui est confirmée dans la PNDA, le PNIA et le PNIASA, a favorisé l'amélioration de la structuration du monde rural en Guinée. La Loi L/2005/014/AN régissant les groupements économiques à caractères coopératifs, en vigueur depuis 2005, constitue le cadre favorable à la dynamique de structuration paysanne au sein de ses filières agricoles. L'ensemble des groupements de base se sont constituées en unions, fédérations et coordinations nationales parmi lesquelles le Confédération Nationale des Organisations Paysannes de Guinée (CNOP-G) pour le sous-secteur agriculture. La CNOP-G, fédérant la grande majorité des fédérations et Unions des producteurs agricoles du pays, et active depuis 2000, est l'organisation qui pilote cette structuration et le développement de partenariats à tous les niveaux pour soutenir et accompagner cette dynamique.



### 3.1 Contexte sectoriel institutionnel :

En 2008, le Gouvernement de Guinée et le FIDA ont adopté le Programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) pour la période 2009-2014, qui contribuera à l'atteinte des objectifs du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté – phase 2 (DSRP-2) et de la PNDA. Le Programme-pays du FIDA en Guinée se structure en deux volets : (i) le Programme d'appui aux communautés villageoises, phase II (PACV-II), qui appuie le processus de décentralisation et de développement local ; et (ii) le Programme national d'appui aux filières agricoles (PNAFA), qui regroupe les interventions du FIDA dans le secteur agricole.

Le PNAFA est conçu comme un programme national, mais il a démarré ses activités en mai 2011 initialement dans les régions de la Guinée Forestière et de la Moyenne Guinée. Une première extension géographique vers la région administrative de Kankan est effective depuis octobre 2012. La deuxième extension du Programme en Basse Guinée et dans la région administrative de Faranah (PNAFA extension-BGF) permettra de couvrir l'entièreté du pays à partir de 2014. Elle permettra en même temps de capitaliser les acquis du Projet d'appui au développement rural en Basse Guinée Nord (PADER-BGN), financé par le FIDA, dont l'achèvement est prévu pour décembre 2013.

### 3.2. Identification des zones de réalisation du projet :

Pour une question d'harmonie et de synergie d'action, la Coopération Italienne a souhaité circonscrire les interventions de ce projet en Basse Guinée dans les régions administratives de Boké et de Kindia. C'est ce qui a motivé l'Unité Nationale de Coordination du PNAFA en collaboration avec la Confédération Nationale Organisations Paysannes de Guinée (CNOP-G) à travers la Fédération de Organisation Paysannes de la Basse Guinée (FOP-BG) a procéder à l'identification de manière participative de la zone d'intervention du projet. Les sites (lieu d'implantation des étals de ventes et des magasins) sont à identifier directement avec les groupements concernés, sur la base de leurs propres démarches et leurs propres engagements en incluant les autorités locales (Commune rurales, notamment).

Les axes routiers et les respectives localités traversées par eux sont:

**1. Axe Conakry - Kindia - Mamou:**

Maneyah, Coyah centre, Kouriya, Mambia, Friguiagbé, Damakanya, Kindia-centre, Kolèntèn, Sougueta, Kounkouré, Mamou-centre;

**2. Axe Coyah - Forécariah - Pamalape:**

Coyah Centre, Wonkifong, Maférinya, Forécariah centre, Farmoriayah, Benty;

**3. Axe Conakry - Tanéné - Fria:**

Dubréka Centre, Khorira, Ouassou, Tanéné, Tormelin, Fria centre;

**4. Axe Conakry - Boffa - Boké:**

Tamita, centre de Boffa, Tougnifili, Kolaboui, Boké-centre

### **3.3. Analyse des problèmes :**

Le PNAFA étant un programme d'appui aux acteurs des filières agricoles, a démarré ses activités à travers un appui important sur la production. Aujourd'hui, l'un des maillons faibles du programme est la commercialisation des produits agricoles.

Durant la période 2013-2019, l'approche sera affinée et les activités seront mises à échelle. La dimension « transformation, commercialisation, liens (partenariats) avec tous les acteurs des filières » sera accentuée, avec les fédérations paysannes et la CNOP-G comme acteurs pivots de l'action. Les activités spécifiques seront entre autres : (a) la mise en place d'une capacité interne d'appui à la valorisation et la commercialisation des produits au niveau de la CNOP-G national et régional; (b) la promotion des partenariats avec les autres acteurs des filières ; (c) l'affinement et la pérennisation des mécanismes de financement des filières en lien avec les ASF et les banques commerciales;

Le financement de la coopération Italienne sera orienté essentiellement sur l'appui à la commercialisation et à la transformation des produits agricoles notamment les produits maraichers et le riz.

Malgré la réputation et le potentiel de cette zone en production des fruits légumes, de riz de mangrove, les populations tirent peu d'intérêt de leur production. Ceci est dû essentiellement à la faiblesse des moyens de commercialisation et de transformation. Une partie importante des récoltes pourrisse à défaut d'être vendue même à vil prix.

Pour faire face à cette situation, les populations riveraine se sont créées des marchés forains tout le long des axes routier dans le but d'écouler leur production. C'est ainsi qu'on note des nombreux points de vente sur ces axes cités plus haut qui sont essentiellement gérés par des femmes et des jeunes.

## **4. DESCRIPTION DU PROJET :**

### **4.1. Bénéficiaires direct et indirects :**

Le projet vise essentiellement les femmes et les jeunes regroupés au sein des groupements maraichers, et d'élevage du riz.

De façon indirecte, les actions qui seront menées toucheront les consommateurs(trices), les commerçants(es) et tous les autres acteurs qui développent des activités économiques sur les axes routiers indiqués plus haut (ex. fabricants de paniers, les aides au transport des produits vers les étales et les magasins, porteurs d'eau et de bois qui aident dans les activités de séchage du riz, d'autres utilisateurs qui utilisent les magasins pour le stockage de leurs produits).

## 4.2. Objectifs du projet :

Contribuer à l'amélioration des revenus et de la sécurité alimentaire des membres des groupements maraichers et d'éleveuses de riz, en particulier les femmes, dans les régions administratives de Boké et de Kindia (Basse Guinée).

## 4.3. Composantes et activités :

Les objectifs de ce projet seront atteints à travers la mise en œuvre de trois composantes à savoir :

**Composante 1 : Appui à la Commercialisation du riz et des produits maraichers.** Les principales activités qui seront menées sont entre autres, la construction des étales de vente, la fourniture des équipements de commercialisation (petites balances pour les produits maraichers, balances et sacs d'emballage pour le riz).

### **Composante 2 : Appui aux activités de Transformation du riz**

Il s'agira de fournir des kits améliorés d'étuvage (fûts, bassines, seaux, bâches, pelles, râtaux, bidons, peson, des petites machines à coudre les sacs d'emballage, des sacs vide, des aires de séchage et des magasins de stockage.) pour la transformation du riz.

Toutes ces actions seront soutenues par des activités de renforcement de capacité par la formation sur des thématiques techniques et managériales. Un cachet particulier sera accordé aux aspects de communication étant transversales.

### **Composante 3 : appui institutionnel**

Un dispositif d'appui institutionnel sera mis en place en collaboration avec le département du Ministère de l'Agriculture, le bailleur de fonds, la CNOPG et l'Unité Nationale de Coordination du PNAFA.

Sur le terrain ce dispositif sera introduit à travers la FOP-BG qui mettra un animateur conseiller à la disposition du projet. Ce Conseiller s'occupera spécifiquement de l'animation, de l'appui conseil, la planification et du suivi de la mise en œuvre des activités du projet. En particulier, le PNAFA apportera son appui institutionnel à la FOP-BG à la CTR/CNOPG Basse Guinée et financera également les aspects communication et gestion des savoirs. L'appui du présent projet se fera à travers le financement des conseillers de zone, leur fonctionnement et équipement.

## 4.4. Résultats attendus :

La mise en œuvre des actions prévues permettra de dégager une valeur ajoutée sur la commercialisation du riz et des produits maraichers et augmentera de fait les revenus des femmes et des jeunes touchés. La commercialisation sera améliorée au niveau des sites retenus et le projet contribuera à l'allègement des tâches des femmes rurales au

sein des groupements de base. Les liens entre les différents acteurs de mêmes filières seront développés.

## **5. Réalisation de l'intervention :**

### **5.1. Stratégies :**

Les interventions du projet se feront en étroite harmonie avec la stratégie de mise en œuvre du PNAFA. Sur la base des plans d'action établis par les Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) , les activités seront réalisées avec l'appui conseil de la FOP-BG sous la supervision de la CNOP-G.

Les cadres de concertation avec les différents acteurs mis en place dans le cadre du PNAFA (Mini-CAR, CAR, CAI et Comité de pilotage - CP -) seront retenus dans le cadre du présent projet.

L'implication des bénéficiaires sur toutes les étapes (de l'identification des sites, la planification la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation et la gestion/entretien des infrastructures et des équipements) constituera la base de la durabilité des acquis du projet.

### **5.2. Cohérence avec les politiques nationales et autres synergies :**

Ce projet, intégré dans le PNAFA, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique Nationale de Développement agricole (PNDA) et de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté (SNRP). Les actions à mener sont également en parfaite synergie avec les projets financés par d'autres bailleurs (notamment le Projet riz Basse Guinée (financement AGFD) et le Projet Sécurité Alimentaire Basse Guinée (financement UE).

Le PNAFA, à travers la collaboration avec la Confédération nationales des organisations paysannes (CNOP-G), contribuera à l'obtention d'une meilleure structuration des fédérations, des unions et des groupements de base.

Au niveau national, la CNOP-G) assurera la programmation, la coordination et le suivi des activités des fédérations et unions membres, le plaidoyer et dialogue politique (protection du petit paysan et du marché national), la capitalisation et la gestion des savoirs, la mise en œuvre du dispositif de suivi de la maturité des fédérations et unions et la mise en œuvre du plan d'action « genre ».

### **5.3. Modalités de gestion :**

Le projet sera intégré dans le cadre du PNAFA Basse Guinée qui dispose d'une Unité Régionale de Coordination (basée à Dubréka) relevant de l'Unité Nationale de Coordination du PNAFA (basé à Conakry). Un partenariat sera établi avec la CNOPG et la

FOP-BG et la Cellule technique Régionale de la CNOP en Basse Guinée, conformément à l'expérience déjà acquise dans le cadre du PNAFA National.

#### **5.4. Assistance technique :**

Le bailleur de fonds en relation avec le Département de tutelle mettra en place une assistance technique locale ou internationale en tenant compte des besoins d'appui identifiés à l'occasion des missions de supervision et de suivi.

#### **5.5. Suivi – évaluation :**

Un dispositif de suivi évaluation participatif sera mis en place et intégré au système de suivi évaluation du PNAFA. Les indicateurs et les outils de collecte seront harmonisés ainsi que le système de reporting (fiches de collectes de données, tableau de bord, rapports d'activités, etc.) et la mise en place d'une base de données.

Les bénéficiaires seront formés sur la mise en œuvre d'un système de suivi-évaluation participatif qui prendra en compte leur implication sur tout le processus de gestion des activités (la planification, la définition des indicateurs, la collecte des informations, l'auto-évaluation et la capitalisation des résultats).

### **6. FACTEURS ASSURANTS LA DURABILITE DU PROJET :**

L'approche globale participative, le partenariat qui sera établi avec les groupements de bases, les structures faïtières pérennes (la FOP-BG et la CNOP-G) ainsi que les activités de renforcement institutionnel et économique mis en place constituent des bases certaines garantissant une durabilité des actions. Ceci est renforcé par les expériences déjà acquises par la CNOPG sur le terrain en matière de structuration des OPA, de gestion des microprojets et de développement des filières agricoles.

Une synergie d'action sera entretenue avec l'ensemble des acteurs, y compris les services techniques de l'administration, évoluant dans la zone en vue de partager les expériences et une capitalisation des acquis.

La stratégie de sortie est essentiellement basée sur le partenariat avec et le renforcement institutionnel et économique des organisations paysannes qui sont des structures pérennes, démocratiques et qui représentent les bénéficiaires notamment les jeunes et les femmes.

Il est également important de noter que sur le plan environnemental et social, le Programme ne devrait pas entraîner d'impacts négatifs significatifs.

## **ANNEXES**

- 1. Budget prévisionnel**
- 2. Chronogramme**
- 3. Carte de la zone cible**

**BUDGET PREVISIONNEL DE L'ACTION**

N°	LIBELLES	QUANTITE	PRIX UNITAIRE	MONTANT (euro)	GNF
<b>A</b>	<b>Infrastructure de commercialisation</b>				
1	Construction des Etales et latrines	50	7 000	350 000	
2	Construction des magasins de stockage	5	30 000	150 000	
3	Construction des aires de séchage	20	700	14 000	
	<b>Sous total : 1</b>			<b>514 000</b>	
<b>I</b>	<b>Fourniture des équipements de transformation et de commercialisation</b>			-	
1	Achat des kits d'étuvage	25	1 300	32 500	
2	Achat Bascules	4	300	1 200	
3	Achat des balances	200	20	4 000	
4	Machine à coudre des sacs	20	50	1 000	
5	Achat sac vide avec marque	5 000	1	5 000	
	<b>Sous total : 2</b>			<b>43 700</b>	
<b>II</b>	<b>Recrutement et prise en charge d'un conseiller</b>			-	
1	Salaire	24	180	4 320	
2	Kit informatique conseiller	1	800	800	
3	Achat Moto tout terrain	1	2 730	2 730	
4	Fonctionnement moto( 24moisX50)	1 200	2	2 400	
	<b>Sous total : 3</b>			<b>10 250</b>	
<b>III</b>	<b>Renforcement des Capacités des bénéficiaires</b>			-	
1	Modules (technique, gestion, organisationnel)	3	1 200	3 600	
	<b>Sous total : 4</b>			<b>3 600</b>	
<b>IV</b>	<b>Suivi/ Accompagnement/ contrôle</b>				
1	Mise en place et opérationnalisation du système de suivi	1	37 500	37 500	
	<b>Sous total : 5</b>			<b>37 500</b>	
<b>V</b>	<b>Appui technique et supervision du bailleur</b>				
1	Mission	2	25 000	50 000	
	<b>Sous total : 6</b>			<b>50 000</b>	
<b>VI</b>	<b>Etude Technique et contrôle des chantiers 15%</b>	1	77 100	77 100	
	<b>Sous total : 7</b>			<b>77 100</b>	
	Frais de gestion CNOPG/FOPBG	1	13 850	13 850	
	<b>TOTAL BUDGET</b>			<b>750 000</b>	

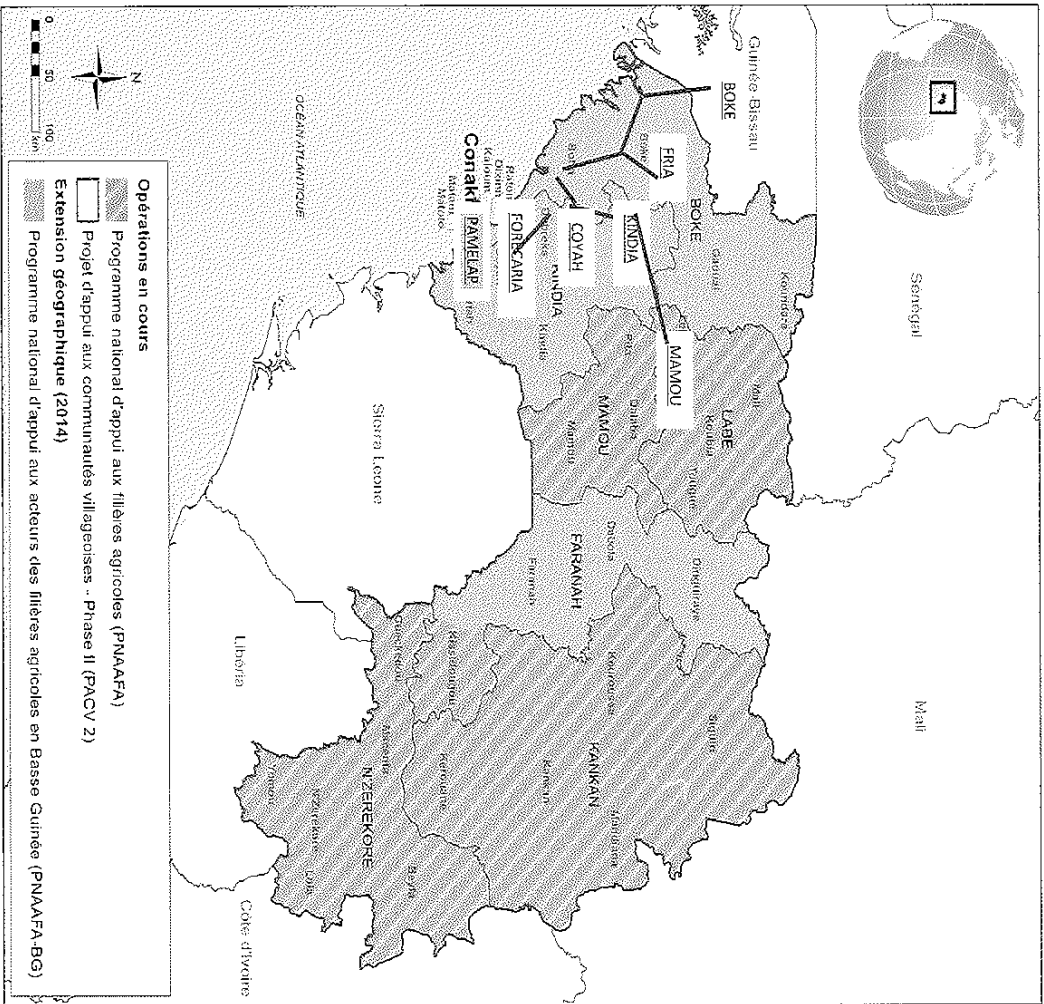




Etudes technique etales vente, latrines et aires de séchage				■									
Passation des marchés et construction des etales vente, latrines et aires de séchage				■	■								
Identification des sites des 5 magasins à construire				■									
Recrutement des ingenieurs conseil magasins					■								
Etudes technique des 5 magasins						■							
Passation des marchés et construction des magasins							■	■					
Fourniture des équipements de commercialisation							■						
Fourniture des équipements de transformation									■				
Renforcement des Capacités des bénéficiaires				■	■		■		■				
Suivi-évaluation Contrôle		■	■	■	■	■	■	■	■	■			
Missions de Supervision et Evaluation			■		■		■		■			■	
Capitalisation des acquis et experience										■	■		



**REPUBLIQUE DE GUINEE**  
**CARTE DE LA ZONE DU PROJET COOPERATION**



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Source FIDA | 25-01-2013

